

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir
Pour présentation au CODERST**

INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

RENOUVELLEMENT AGRÉMENT VÉHICULES HORS D'USAGE

EN APPLICATION DE L'ARRÊTÉ DU 2 MAI 2012

RELATIF AUX AGRÉMENTS DES EXPLOITANTS DES INSTALLATIONS DE STOCKAGE, DE DEPOLLUTION, DE
DEMONTAGE, DE DECOUPAGE OU DE BROYAGE DE VÉHICULES HORS D'USAGE

ET DEMANDE D'ANTÉRIORITÉ

SOCIÉTÉ SEPCHAT 28

COMMUNES DE BONNEVAL ET SAINT-GEORGES-SUR-EURE

PJ : 2 projets d'arrêté préfectoral complémentaire
2 plans de situation

Par bordereaux des 11 janvier 2012, le préfet d'Eure-et-Loir a transmis à l'inspection des installations classées, pour instruction, les demandes de renouvellement d'agrément n° PR2800005D et n°PR280000 6D pour la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage (« centre VHU») présentée par la société SEPCHAT 28 pour ses sites situés zone industrielle de la Maladrerie- 18 rue de la Croix Bourgot sur le territoire de la commune de Bonneval et située rue Henri IV sur le territoire de la commune de à Saint-Georges-sur-Eure.

Par courrier du 21 mars 2011 complété par celui du 4 avril 2011, la société SEPCHAT 28 a sollicité les droits acquis à l'antériorité suite à la modification de la nomenclature des installations classées introduits par le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010.

1. CADRE REGLEMENTAIRE

a) Dispositif de traitement des VHU

Le Code de l'environnement introduit le cadre réglementaire pour l'élimination des véhicules hors d'usage (VHU). Ses articles R. 543-161 et R. 543-162 prévoient que les exploitants des installations d'élimination des VHU (« centre VHU » et broyeurs) doivent être titulaires d'un agrément préfectoral. Les véhicules hors d'usage ne peuvent être remis par leurs détenteurs qu'à des centres VHU titulaires de l'agrément prévu à l'article R. 543-162.

De même, les opérateurs agréés ne doivent pas prendre en charge des VHU qui seraient confiés par des opérateurs non agréés autres que particuliers propriétaires et professionnels de l'automobile : garages et concessions automobiles, compagnies d'assurances, fourrières.

L'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage décrit les conditions d'obtention et d'application de l'agrément VHU.

b) Agréments des opérateurs

L'agrément est délivré, suspendu et retiré selon les modalités des articles R. 515-37 et R. 515-38 du Code de l'environnement. Pour les installations existantes et autorisées, l'agrément est accordé par arrêté préfectoral complémentaire pour une durée maximale de 6 ans, renouvelable (article 3 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012).

Dans le cadre de renouvellement d'agrément, la procédure d'agrément est identique à celle de la demande initiale. Le dossier de renouvellement d'agrément doit comporter l'ensemble des pièces prévues à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Les opérateurs agréés devront faire réaliser un contrôle annuel de leurs installations par un organisme qualifié.

C) Demande d'antériorité

Le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 relatif au livre V de la partie réglementaire du Code de l'Environnement, modifie la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), en créant de nouvelles rubriques en remplacement des rubriques 95, 98 bis, 128, 129, 167, 245, 286, 322, 329 et 2799.

Eu égard à ces évolutions réglementaires, il a été demandé à l'exploitant de se positionner par rapport aux nouveaux seuils de classement introduits, afin, le cas échéant, de faire valoir son fonctionnement au bénéfice du droit acquis lié à l'antériorité. En effet, l'article L. 513-1 du Code de l'Environnement précise que les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation ou déclaration à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant la publication du décret.

2. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

La société SEPCHAT 28 dont le siège social est situé 18 rue de la Croix Bourgot – 28 800 Bonneval exploite des installations de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage dans son établissement situé à la même adresse et sur son site implanté rue Henri IV sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Eure.

Les sites de Saint-Georges-sur-Eure et Bonneval bénéficient respectivement des arrêtés préfectoraux d'autorisation :

- n°2595 du 31 juillet 1991 au titre de la rubrique 286 de la nomenclature des installations classées (stockage et activités de récupération de déchets de métaux et d'alliages) et d'un arrêté préfectoral complémentaire du 13 juillet 2006 ;
- n°2596 du 31 juillet 1991 au titre des rubriques 286 et 167A (station de transit de déchets industriels provenant d'installations classées) et d'un arrêté préfectoral complémentaire du 13 juillet 2006.

Les superficies autorisées sont de 8 000 m² à Saint-Georges-sur-Eure et 11 000 m² à Bonneval.

La société SEPCHAT SAINT GEORGES exerce également sur les deux sites des activités de récupération de déchets de métaux et d'alliages ferreux et non ferreux pour une capacité annuelle de 12 000 tonnes à Saint-Georges-sur-Eure et 14 000 tonnes à Bonneval. La capacité annuelle de transit de déchets industriels banals sur le site de Bonneval est limitée par l'arrêté préfectoral n°2596 du 31 juillet 1991 à 880 m³. Un dossier de demande de régularisation en extension est en cours d'instruction par le service d'inspection pour le site de Bonneval.

La société SEPCHAT 28 reçoit des véhicules hors d'usage remis par des particuliers et des garages en provenance du département d'Eure-et-Loir et des départements limitrophes.

La quantité maximale de VHU pouvant être admise sur site est de 5 000 unités par an sur le site de Saint-Georges-sur-Eure et 5 400 unités par an sur le site de Bonneval.

Les véhicules dépollués sont expédiés chez des broyeurs agréés.

Outre la prise en charge et le stockage des VHU, la principale opération effectuée sur les deux sites sera la dépollution des VHU à l'aide d'une station mobile de dépollution qui se déplace sur les sites suivant la demande.

A ce titre l'exploitant sollicite les renouvellements des agréments «centre VHU» précédemment obtenus le 13 juillet 2006 et arrivant à échéance le 13 juillet 2012.

3. INSTRUCTION DE LA DEMANDE D'AGREMENT PRESENTEE PAR LA SOCIETE SEPCHAT 28

Le dossier de demande de renouvellement d'agrément de la société SEPCHAT 28 pour le site de Bonneval a été reçu en Préfecture le 6 janvier 2012 et a été complété par des informations ou documents reçus les 14 mars 2012, 14 septembre 2012 et 27 septembre 2012.

Le dossier de demande de renouvellement d'agrément de la société SEPCHAT 28 pour le site de Saint-Georges-sur-Eure a été reçu en Préfecture le 9 janvier 2012 et a été complété par des informations ou documents reçus les 19 mars 2012, 14 septembre 2012 et 27 septembre 2012.

Ces dossiers contiennent l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

a) Eléments des articles R. 515-37 et R. 515-38 du Code de l'environnement

Le dossier présenté contient les informations exigées par les articles R.515-37 et R. 515-38 du Code de l'environnement : nature et origine des déchets qui peuvent être traités, quantités maximales admises et conditions de leur élimination.

Le projet d'arrêté d'agrément ci-joint fixe la quantité maximale de VHU admise à :

- 5 400 unités par an pour le site de Bonneval
- 5 000 unités par an pour le site de Saint-Georges-sur-Eure.

Les VHU en provenance du département d'Eure-et-Loir et des départements limitrophes sont expédiés chez un broyeur agréé.

b) Engagement de respecter le cahier des charges

Le pétitionnaire s'est engagé à respecter le cahier des charges "Centre VHU " défini en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Ce cahier des charges est annexé aux projets d'arrêté d'agrément ci-joint, et aura donc valeur de prescription réglementaire pour l'exploitant.

c) Conformité de l'installation

Site de Bonneval

Le dossier contient le dernier rapport, datant de moins d'un an, relatif à la vérification de la conformité de l'installation aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral d'agrément. Ce rapport a été établi par l'organisme ECOPASS suite à une visite en date du 29 septembre 2011. Cet organisme est accrédité COFRAC pour la certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14 001, référentiel nommément prévu à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Le rapport a mis en évidence une non-conformité aux dispositions du cahier des charges en ce qui concerne les résultats de la mesure des rejets aqueux réalisée le 9 juin 2011 : dépassement de la teneur en MES (305 mg/l pour 100 mg/l autorisées). L'exploitant a produit un nouveau rapport d'analyses du 14 novembre 2011 dans lequel l'ensemble des paramètres mesurés respectent les valeurs limites réglementaires.

Site de Saint-Georges-sur-Eure

Le dossier contient le dernier rapport, datant de moins d'un an, relatif à la vérification de la conformité de l'installation aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral d'agrément. Ce rapport a été établi par l'organisme ECOPASS suite à une visite en date du 22 septembre 2011. Cet organisme est accrédité COFRAC pour la certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14 001, référentiel nommément prévu à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Le rapport n'a pas mis en évidence de non-conformité aux dispositions du cahier des charges.

d) Justification des capacités techniques et financières du demandeur

Le dossier contient la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans le présent arrêté.

L'exploitant dispose d'une station de dépollution permettant de surélever le VHU et de vidanger les fluides contenus dans les VHU.

La société SEPCHAT 28 dispose du matériel nécessaire permettant la récupération des fluides frigorigènes. Selon l'exploitant, un dossier a été déposé auprès de la société DEKRA afin d'obtenir l'attestation de capacité et la personne chargée de la dépollution a été inscrite en formation. La société SEPCHAT 28 s'est engagée par messagerie électronique du 26 septembre 2012 à transmettre l'attestation de capacité ainsi que l'attestation d'aptitude professionnelle de la personne qui a été formée à la récupération des fluides frigorigènes dès que possible.

Sur les trois dernières années, le chiffre d'affaires ainsi que le résultat de la société SEPCHAT 28 sont en progression.

e) Dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation

Le dossier contient la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I lorsqu'il s'agit d'un centre VHU.

L'exploitant prévoit le respect de ses obligations en coopération avec d'autres centres VHU spécialisés dans la revente de pièces (transmission par la casse d'une liste de pièces à démonter par modèle de VHU, démontage par le site sur les VHU apportés par des particuliers, revente aux particuliers par le centre VHU spécialisé dans la revente de pièces) et des broyeurs agréés.

4. INSTRUCTION DE LA DEMANDE D'ANTERIORITE PRESENTEE PAR LA SOCIETE SEPCHAT 28

Suite à la modification de la nomenclature des installations classées introduite par le décret du 13 avril 2010, la société SEPCHAT 28 a sollicité le bénéfice du droit acquis à l'antériorité les 21 mars 2011 et 4 avril 2011 pour les sites de Bonneval et Saint-Georges-sur-Eure. La demande d'antériorité du site de Bonneval est traitée dans le cadre du dossier de demande de régularisation en extension du site en cours d'instruction. Les activités exercées sur le site de Saint-Georges-sur-Eure de la société SEPCHAT 28 sont classées sous les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique	Alinéa	AS, A, E, DC, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2712		A	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage, la surface étant supérieure à 50 m²	Centre VHU 5 000 unités/an	Surface	>50	m²	4 000	m²
2713	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.	Installation de transit, regroupement et tri de métaux et déchets de métaux non dangereux ainsi que les alliages de métaux et déchets d'alliages de métaux non dangereux	Surface	>=1 000	m²	4 000	m²
2718	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719.	Installation de transit, regroupement ou tri de batteries issues de particuliers et professionnels hors batteries issues de l'activité 2712	Quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation	>= 1	t	30	t
2710	1	NC	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. Collecte de déchets dangereux	Un bac pour le stockage des batteries apportées par des particuliers	Quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation	>=1	t	<1	t
2710	2	DC	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. Collecte de déchets non dangereux	Déchets de métaux et d'alliages ferreux et non ferreux apportés par des particuliers	Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation	>=100 et <300	m³	290	m³

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (Enregistrement) ou DC (soumis au contrôle périodique) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

5. PRESCRIPTIONS

Les projets d'arrêtés préfectoraux ci-joint proposent l'agrément du pétitionnaire. Ils reprennent le cahier des charges figurant à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 qui aura donc valeur de prescriptions réglementaires pour l'exploitant.

6. CONCLUSIONS ET PROPOSITION

Considérant :

- que les dossiers contiennent l'ensemble des éléments demandés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 ;
- qu'en particulier le pétitionnaire s'est engagé à continuer à respecter le cahier des charges "Centre VHU " défini en annexe I de cet arrêté ;
- que la non-conformité relevée dans le rapport établi le 30 septembre 2011 par l'organisme ECOPASS pour le site de Bonneval a été levée ;
- que le rapport établi le 23 septembre 2011 par l'organisme ECOPASS pour le site de Saint-Georges-sur-Eure n'a pas mis en évidence de non-conformité ;
- que la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter les installations conformément au cahier des charges défini dans le présent arrêté a été apportée par le pétitionnaire ;
- que le pétitionnaire a fourni la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I lorsqu'il s'agit d'un centre VHU ;

l'inspection des installations classées propose aux membres du CODERST de donner une suite favorable aux demandes de renouvellement d'agrément « centre VHU » présentées par la société SEPCHAT 28 située à Bonneval et Saint-Georges-sur-Eure.

Les projets d'arrêtés préfectoraux comportent en annexe le cahier des charges Centre VHU défini en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Le projet d'arrêté du site de Saint-Georges-sur-Eure tient compte des modifications de la nomenclature des installations classées introduites par décret du 13 avril 2010.